



CHAPITRE 13

Loi modifiant la Loi de l'aide au
développement industriel du Québec

[Sanctionnée le 22 juin 1979]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1971, c. 64,
aa. 2 à 6,
remp.

1. Les articles 2 à 6 de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, chapitre 64) sont remplacés par les suivants:

Aide aux
entre-
prises.

«2. Une aide financière peut, conformément aux règlements, être accordée à une entreprise qui:

a) fait au Québec un investissement dans un secteur manufacturier dynamique, utilisant une technologie moderne et possédant une productivité élevée, y compris un investissement contribuant à transformer davantage les richesses naturelles du Québec;

b) acquiert des biens ou des actions d'une entreprise, fusionne avec une ou plusieurs autres entreprises ou regroupe, en tout ou en partie, les ressources ou les intérêts d'autres entreprises pour devenir plus compétitive et accroître sa part du marché, si cette acquisition, ce fusionnement ou ce regroupement a une incidence sur le secteur manufacturier;

c) fait au Québec un investissement dans un secteur manufacturier et peut démontrer un potentiel de développement supérieur à la moyenne de ce secteur;

d) exploite un réseau de distribution ou assure la commercialisation de biens principalement produits au Québec par une ou plusieurs entreprises manufacturières et qui est contrôlée par une ou plusieurs de ces entreprises;

e) contribue à l'exportation de biens produits au Québec et favorise ainsi le développement du secteur manufacturier;

f) oeuvre dans le secteur manufacturier et ne peut obtenir d'assistance financière à des taux et conditions raisonnables.

Formes
d'aide.

«**3.** L'aide financière peut prendre la forme:

a) d'un prêt;

b) d'une garantie du remboursement total ou partiel d'un engagement financier;

c) d'une acquisition des actions du capital-actions d'une entreprise, pourvu que la Société n'en détienne en aucun temps la majorité;

d) d'une prise en charge d'une partie du coût des emprunts d'une entreprise;

e) d'une exemption partielle du remboursement d'un prêt fait par la Société en faveur d'une entreprise visée dans le paragraphe e de l'article 2.

Demande
de
rembourse-
ment.

«**4.** La Société doit réclamer d'une entreprise le remboursement de l'aide financière qu'elle a reçue en vertu des paragraphes d ou e de l'article 3, et cette dernière est tenue de la lui rembourser, si la majorité des actions du capital-actions ou plus de la moitié des actifs de l'entreprise sont transférés, dans les cinq années suivant l'octroi de l'aide financière, à une entreprise qui n'a pas son siège social au Québec, tel que défini par règlement, ou à une personne qui n'y réside pas.

Avis au
ministre.

Avant de se conformer au premier alinéa, la Société doit aviser le ministre de son intention de le faire, lequel peut alors l'en exempter lorsqu'il juge que le transfert est effectué dans l'intérêt économique du Québec.

Taux
d'intérêts.

«**5.** Les prêts consentis en vertu de la présente loi sont accordés au taux qui a cours sur le marché, sauf dans les cas prévus par règlement lequel détermine le taux d'intérêt alors applicable.»

1971, c. 64,
a. 7, mod.

2. L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 56 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Actions
d'entre-
prises.

«La Société ne peut détenir des titres qui portent son investissement total en actions d'entreprises auxquelles elle a accordé son aide, à plus de 30 pour cent de son actif total.»

1971, c. 64,
aa. 8 et 9,
ab.

3. Les articles 8 et 9 de ladite loi sont abrogés.

1971, c. 64,
a. 11, mod.

4. L'article 11 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Renseignements additionnels.

« Cette personne doit démontrer que l'entreprise pour laquelle une aide financière est demandée présente des perspectives financières adéquates pour respecter ses engagements et que sa direction possède la compétence requise pour la réalisation de ses objectifs. »

1971, c. 64, a. 12, remp.

5. L'article 12 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 56 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Examen de la demande.

« **12.** Sous réserve des articles 14 et 14-1, la Société examine la demande, détermine si l'entreprise rencontre les conditions prévues dans la loi et les règlements et le cas échéant, détermine l'aide financière qu'elle entend lui accorder. »

1971, c. 64, a. 13, ab.

6. L'article 13 de ladite loi est abrogé.

1971, c. 64, a. 14, remp; aa. 14-1 et 14-2, aj.
Rapport au ministre.

7. L'article 14 de ladite loi est remplacé par les suivants:

« **14.** Lorsqu'une entreprise désire obtenir une aide financière visée dans les paragraphes *d* ou *e* de l'article 3, la Société après avoir examiné la demande et déterminé si l'entreprise rencontre les conditions prévues dans la loi et les règlements, fait rapport au ministre et lui soumet ses recommandations.

Recommandation de la Société.

La Société peut recommander que la demande soit refusée ou ne soit agréée qu'aux conditions qu'elle indique.

Autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

« **14-1** L'aide financière visée dans les paragraphes *d* et *e* de l'article 3 est accordée par décision du ministre avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions que ce dernier détermine.

Autorisation du ministre.

Toutefois, le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, accorder cette aide sans cette autorisation dans les cas prévus par règlement.

Société liée.

La Société est liée par l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil ou, le cas échéant, par la décision du ministre.

Avis au requérant.

« **14-2** La Société doit aviser le requérant, sans délai, du fait que sa demande a été accordée ou refusée et, s'il y a lieu, des conditions qui ont été déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par le ministre, le cas échéant. »

1971, c. 64, a. 18-1, aj.

8. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18, du suivant:

Fonctions de la Société.

« **18-1** La Société a pour fonctions de stimuler le développement économique, la consolidation et la transformation de la structure industrielle du Québec en favorisant une meilleure

inter-relation des activités des entreprises, une participation accrue des québécois à l'activité économique et la création d'emplois par l'octroi de l'aide financière prévue à la présente loi.»

1971, c. 64,
a. 34, mod.

9. L'article 34 de ladite loi, modifié par l'article 29 du chapitre 15 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

Rapport
annuel.

«**34.** La Société doit, au plus tard le 31 juillet de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

Dépôt.

Le ministre dépose le rapport de la Société devant l'Assemblée nationale dans les trente jours suivant sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.»

1971, c. 64,
a. 34-1, aj.

10. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 34, du suivant:

Approba-
tion.

«**34-1** La Société doit faire approuver chaque année par le gouvernement son plan d'aide financière.

Forme et
teneur du
plan.

Le ministre détermine la forme et la teneur du plan d'aide financière ainsi que l'époque à laquelle celui-ci doit être présenté.»

1971, c. 64,
a. 45, mod.

11. L'article 45 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 56 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant:

«*b*) autoriser le ministre des finances à avancer à la Société, malgré l'article 46-1, tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi, à un taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.»

1971, c. 64,
a. 46, mod.

12. L'article 46 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 56 des lois de 1974 et par l'article 30 du chapitre 15 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Verse-
ments par
le minis-
tre.

«**46.** Le ministre des finances verse à la demande de la Société, les deniers requis pour l'application des paragraphes *d* et *e* de l'article 3 ainsi que, lorsqu'il en résulte une perte pour la Société, pour l'application de l'article 10.»

1971, c. 64,
a. 46-1, aj.

13. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 46, du suivant:

Verse-
ments pour
dotation.

«**46-1** Le ministre des finances est autorisé à payer en plusieurs versements à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, une somme de cent millions de dollars pour la constitution d'une dotation.

Utilisa-
tion des
verse-
ments.

Chacun des versements doit être affecté par la Société au remboursement d'avances que le ministre des finances lui a consenties en vertu de l'article 45 ou dont elle a bénéficié en vertu de l'article 53.»

1971, c. 64,
a. 48, mod.

14. L'article 48 de ladite loi, modifié par l'article 14 du chapitre 56 des lois de 1974 et par l'article 31 du chapitre 15 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des paragraphes *b*, *c* et *d* du premier alinéa par les suivants:

«*b*) établir des critères applicables aux entreprises afin de déterminer si elles sont sujettes à l'application de l'article 2, en tenant compte notamment de la catégorie d'entreprises à laquelle elles appartiennent, des biens qu'elles produisent ou des régions où elles sont établies;

«*c*) déterminer les modes de regroupement d'entreprises qui les rendent éligibles à l'aide financière en vertu du paragraphe *b* de l'article 2;

«*d*) établir le montant au-dessous duquel le ministre peut accorder l'aide financière prévue à l'article 14-1 sans l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil;»;

b) par le remplacement des paragraphes *f*, *g*, *h* et *i* du premier alinéa par les suivants:

«*f*) déterminer la nature et l'étendue des garanties qui doivent être exigées ou retenues par la Société lorsque l'aide financière est accordée à une entreprise;

«*g*) déterminer les méthodes qui doivent être employées pour établir le taux d'intérêt qui a cours sur le marché et qui est visé dans l'article 5;

«*h*) déterminer les cas où le taux d'intérêt consenti sur des prêts est inférieur au taux qui a cours sur le marché et le taux d'intérêt alors applicable;

«*i*) déterminer les conditions auxquelles une partie du coût des emprunts faits par une entreprise peut être prise en charge par la Société en vertu du paragraphe *d* de l'article 3, la durée maximale de ces emprunts, les normes auxquelles ils doivent être conformes et les catégories d'institutions financières auprès desquelles ils peuvent être contractés;»;

c) par le remplacement des paragraphes *m* et *n* du premier alinéa par les suivants:

«m) déterminer à quelles conditions une entreprise visée dans le paragraphe e de l'article 2 peut bénéficier d'une exemption partielle de remboursement d'un emprunt;

«n) déterminer, pour les fins du paragraphe e de l'article 2, les entreprises qui peuvent être considérées comme contribuant à l'exportation de biens produits au Québec et les conditions qu'elles doivent remplir pour pouvoir bénéficier de l'aide financière;

«n-1) définir, pour les fins de l'article 4, ce qu'est le siège social d'une entreprise;».

1971, c. 64,
a. 51,
remp.
Soumis-
sions pu-
bliques.

15. L'article 51 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**51.** La Société, ou un fiduciaire agissant pour elle, ne peut, à moins d'avoir demandé des soumissions publiques, disposer des biens dont elle prend possession par suite du défaut de leur propriétaire de remplir ses obligations.»

Entrée en
vigueur.

16. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.